



Soutenir l'Ukraine dans sa lutte contre l'agression russe et mieux appréhender l'impact de la guerre sur la société civile ukrainienne

Mission d'une délégation du groupe d'amitié France – Ukraine

12 au 15 septembre 2025

Depuis le déclenchement de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, le 24 février 2022, l'Assemblée nationale a toujours montré un soutien sans faille à l'Ukraine.

Faisant suite à une mission du groupe d'amitié de l'Assemblée nationale à Kiev en septembre 2023 et à une réception de parlementaires ukrainiens en février 2025 à Paris, une délégation du groupe d'amitié menée par son président Gabriel Attal (EPR, Hauts-de-Seine) et composée de Tristan Lahais (EcoS, Ille-et-Vilaine) et Thierry Sother (SOC, Bas-Rhin), s'est rendue à Kiev, à Mykolaïv et à Odessa, du 12 au 15 septembre 2025. La délégation a été rejointe par Pieyre-Alexandre Anglade (EPR, Français de l'étranger) et Liliana Tanguy (EPR, Finistère).

Ce déplacement a permis de témoigner la solidarité de la France à l'égard de l'Ukraine et des Ukrainiens, de conduire des rencontres de haut niveau permettant de mieux apprécier la situation sur le terrain et d'identifier des pistes d'approfondissement de la coopération bilatérale.

La délégation tient à remercier chaleureusement pour leur accueil l'Ambassadeur de France en Ukraine, M. Gaël Veyssière, ainsi que l'ensemble du personnel diplomatique qui a pris une part active dans l'organisation de ce déplacement dans des conditions particulièrement difficiles. La délégation remercie également M. Étienne de Poncins, Ambassadeur de France en Pologne et Mme Dominique Waag, Ambassadrice de France en Moldavie, pour leur aide précieuse qui a largement facilité ce déplacement.

L'espace aérien ukrainien étant fermé aux vols civils, se rendre à Kiev prend du temps. La délégation du groupe d'amitié a d'abord rejoint Varsovie en avion, puis la gare ferroviaire de Dorohusk (Pologne), d'où un train de nuit affrété spécialement pour les participants à la conférence annuelle organisée par le forum *YES (Yalta european strategy)* l'a conduite à Kiev, au terme d'un voyage de près de 24 heures.

Peu de temps avant l'arrivée de la délégation, le 7 septembre 2025, une attaque russe avait endommagé le siège du gouvernement à Kiev faisant de nombreuses victimes, dont des enfants. Aucune frappe n'a été menée contre la capitale ukrainienne pendant le passage de la délégation.

La marque de la guerre est partout dans l'environnement mais au-delà des carcasses de véhicules russes détruits et exposés au public, de la protection des bâtiments officiels, du couvre-feu, des sonneries d'alerte, l'exposition de portraits des soldats morts au combat est sans doute le plus bouleversant. Ces nombreux visages croisés sur le Mur des Héros, devant la cathédrale Sainte-Sophie ou encore le long des allées du parc Taras Shevchenko à Odessa, rappellent à tout moment le terrible coût humain de cette guerre et témoignent silencieusement de la détermination des Ukrainiens à défendre leur souveraineté.

Kiev – 12 septembre 2025

Renforcer les liens avec la Rada ; mieux comprendre la problématique des enfants déportés ; échanger avec la société civile sur la question de la corruption

► En guise d'introduction, la délégation a assisté à la séquence d'ouverture du YES Forum, qui a débuté par l'intervention du Président ukrainien Volodymyr Zelensky et s'est poursuivie par celle du Président finlandais Alexander Stubb.

► La délégation a ensuite tenu à rendre hommage aux Ukrainiens tombés pour la défense de leur pays. Elle s'est ainsi recueillie et a déposé une gerbe devant le « Mur des Héros » en présence des deux co-présidentes du groupe d'amitié Ukraine-France de la Rada, Mme Lesia Valylenko et Mme Lioudmyla Buimister dont l'engagement dans les forces armées ukrainiennes en parallèle de son mandat force l'admiration.



Dépôt de gerbe et moment de recueillement devant le « Mur des Héros »

► La délégation a ensuite déjeuné avec les deux coprésidentes du groupe d'amitié Ukraine France et d'autres membres du groupe d'amitié de la Rada. Les échanges se sont concentrés sur l'articulation entre les enjeux militaires et les décisions politiques : développement de la base industrielle et technologique de défense, avec notamment la question de la réduction de la dépendance de l'Ukraine à certains composants chinois, attentes fortes à l'égard des industriels français et conditions dans lesquelles ils pourraient être plus présents, et besoin de rendre plus attractive la solde des militaires.



*Rencontre avec le groupe d'amitié
Ukraine-France*

► L'un des axes de travail choisis par le groupe d'amitié était la question des enfants déportés dans le cadre du conflit. Une rencontre a eu lieu avec les équipes de l'Ombudsman (Défenseur des droits) et du bureau local d'Unicef dont M. Ivan Verveiko, Chef du secrétariat de la Commissaire aux droits humains de la Rada et Mme Oksana Tcherviakova, Représentante du Commissaire aux droits des enfants. La question de la protection des enfants ne représente qu'un des 9 axes de travail de l'Ombudsman. Selon le

portail gouvernemental ukrainien *Enfants de la guerre*, 19 546 enfants ont été déportés ou déplacés de force depuis le début de la guerre ; par ailleurs environ 1,6 million d'enfants vivent sur les territoires occupés et sont en grand risque d'être déportés. La coopération avec l'UNICEF a permis le rapatriement de 1 525 enfants déportés. Déportation signifie violence du déracinement mais aussi intégration dans le système d'enseignement militaire que les Russes ont mis en place à destination des enfants et adolescents. L'endoctrinement y est certain et les services de l'Ombudsman travaillent aussi à recueillir le témoignage des enfants recueillis après leur déportation.

La mise en place d'un système efficace de protection de l'enfance nécessite la présence d'experts en protection de l'enfance et la constitution d'une base de données sur les enfants déportés. L'accueil et l'accompagnement des enfants est conçue dans une approche pluridisciplinaire, selon les normes du Barnahus. Un suivi psychologique et la constitution de preuves des crimes de guerre font partie du processus d'accompagnement.

À une question posée sur les enlèvements d'enfants par les Russes, l'équipe de l'Ombudsman indique que peu d'enlèvements directs ont lieu, mais que les parents peuvent être induits en erreur notamment par des promesses de colonies de vacances en Russie.

L'équipe de l'Ombudsman a conclu en rappelant que le nombre d'enfants déportés et déplacés augmente chaque jour et que les besoins de coopération internationale sont immenses.

► La délégation a ensuite rencontré M. Ruslan Stefantchouk, Président de la Rada. Le ministre de l'Europe Benjamin Haddad était également présent. M. Stefantchouk a insisté sur la nécessité pour l'Ukraine de bénéficier du soutien de la France. Le président du groupe d'amitié Gabriel Attal a pu mettre en avant le soutien indéfectible apporté par l'Assemblée nationale depuis le début de la guerre. Ce soutien reste transparent comme le montre la composition de la délégation qui comprend aussi bien des membres de la majorité que de l'opposition.



*Rencontre avec M. Ruslan Stefantchouk,
Président de la Rada*

M. Stefantchouk a rappelé que la Russie mène la guerre sur plusieurs fronts. Elle mine aussi la liberté d'entreprendre en fournissant du gaz et du pétrole bon marché à plusieurs pays d'Europe centrale en vue d'acheter certaines forces politiques.

La question des récentes incursions de drones russes dans l'espace aérien polonais a également été abordée. De l'avis de M. Stefantchouk, la Russie teste les limites de l'Alliance Atlantique. Une réponse très ferme doit être apportée à cette agression.

Enfin, concernant l'accord entre les États-Unis et l'Ukraine sur le maintien du soutien militaire et financier américain en échange d'un accès privilégié aux terres rares, au lithium ou encore au graphite présents dans le sol ukrainien, le Président de la Rada a rappelé qu'il a été ratifié par la Rada et qu'il est nécessaire à la bonne santé économique du pays.

► Le soir, un dîner s'est tenu à l'ambassade de France avec des représentants de la société civile dont l'association Transparency international, la fondation De Jure, AntAC, Anti-Corruption Initiative de l'UE, le programme européen PravoJustice mis en œuvre par Expertise France. La société civile partage le constat que la lutte contre la corruption est essentielle à la construction de l'État de droit et de la démocratie. Tous considèrent que l'UE est très attendue pour soutenir cette ambition. En revanche des nuances se sont exprimées sur les moyens d'y parvenir. Les points de désaccord portent sur la question d'une liste plus ambitieuse de réformes et le resserrement des calendriers que l'UE, tout en ouvrant certains chapitres de négociation, doit imposer à une scène politique qui est jugée inégalement convaincue du besoin d'agir vite.

Les attentes de la société civile sont fortes, comme l'a montré la mobilisation d'une part importante et nouvelle de la population pendant l'été 2025. Mais les associations présentes se sont inquiétées que les attaques contre les agences anti-corruption, provenant parfois du plus haut niveau de l'État, ne reprennent à l'automne. L'un des prochains enjeux est de pourvoir les sièges vacants à la Cour constitutionnelle, qui aura à traiter de sujets majeurs : élections, conditions de

levée de la loi martiale, échanges de territoires.

Mykolaïv – 13 septembre 2025

Une ville moyenne en temps de guerre : parer aux besoins urgents de la population et continuer à investir dans l'avenir

► Arrivée à Mykolaïv par le train de nuit, la délégation a commencé la journée par la visite de la régie municipale des eaux (Vodokanal). La problématique de l'eau est majeure à Mykolaïv. Les canalisations qui s'étendaient sur 73 kilomètres entre le Dniepr et Mykolaïv ont été mises hors d'usage au début de la guerre par une frappe russe. Malgré la présence de nombreuses ressources hydriques, la question de la reconstruction a été épineuse car ces ressources présentent le plus souvent soit une forte concentration en fer soit une salinisation. Le temps que de nouvelles infrastructures soient mises en place, des points de distribution d'eau potable ont été déployés dans la ville. Aujourd'hui, les habitants bénéficient à nouveau de l'eau courante.

La délégation a ensuite visité la station d'épuration qui doit également être restaurée. Le chlore est encore largement utilisé, même si le traitement par hypochlorite de sodium est privilégié autant que possible. Plus sûr, meilleur pour l'environnement et la santé humaine que le chlore, il reste plus onéreux, malgré l'aide financière apportée par l'Unicef.

La délégation a également observé les moyens mobiles d'énergies renouvelables (panneaux solaires), financés par le fonds civil fin 2024 et déjà déployés au profit des installations de traitement des eaux.



*Visite de la station d'épuration des eaux
de Mikolaïv*

► Une visite de la ville a ensuite permis de constater l'effondrement du bâtiment de l'administration régionale, touché par une frappe russe au mois de mars 2022. Cette frappe, à un moment où le système d'alarme n'était pas encore au point, avait provoqué la mort de 38 personnes.

► Puis la délégation s'est rendue aux festivités publiques annuelles de la ville. Le défilé a été interrompu par une alerte aérienne. Le premier entretien avec M. Oloksender Sienkevitch, maire de la ville s'est donc passé dans un abri. Les échanges ont porté sur la situation de la ville depuis le début de la guerre.

Mykolaïv a presque recouvré le nombre d'habitants d'avant l'invasion. Les nombreux départs ont été partiellement compensés par de l'arrivée de déplacés internes. Le maire est en poste depuis 2015 et a été réélu à plusieurs reprises contre les candidatures du parti des régions, historiquement pro-russe. La population est russophone à 85% et garde une certaine nostalgie du communisme que le maire attribue plutôt à une nostalgie de sa jeunesse. Sur le plan économique, la ville a perdu son rôle de nœud portuaire majeur depuis que la Russie contrôle l'embouchure de l'estuaire, et depuis la fin des chantiers

navals. Le maire a pu trouver des financements auprès du gouvernement central et auprès de donateurs internationaux parmi lesquels le Danemark figure en bonne place. Une vingtaine de jumelages internationaux ont été mis en place depuis le début de la guerre. Les villes dont les jumelages avaient été noués avant-guerre ont réagi diversement au moment où Mykolaïv a été envahie ; le maire mise davantage sur les nouveaux partenariats.

Le maire a souligné sa politique très stricte de lutte contre la corruption dans les projets locaux de reconstruction, avec le programme Anti-Corruption Initiative de l'UE.

Enfin le maire considère qu'en période de guerre, l'intérêt à investir dans les infrastructures reste limité ; il souhaite mettre l'accent sur la formation professionnelle des jeunes notamment dans le domaine des nouvelles technologies.

► La séquence à Mykolaïv s'est conclue avec un tour en bateau sur le Boug méridional qui a permis d'apprécier la position stratégique de la ville, de voir les deux ponts que compte la ville dont l'un dispose d'un système rotatif de levage quasi-unique au monde.

La délégation a ensuite pris la route vers Odessa.



La délégation en présence du maire de Mykolaïv

Odessa – 14 septembre 2025

La vie à l'arrière : accueillir les blessés et les orphelins, soutenir les soldats, préserver le patrimoine.

► Le programme a débuté avec la visite du chantier d'une clinique de prise en charge des blessés de guerre lancé par la fondation Superhumans. Il s'agit du deuxième centre de ce type, le premier se situant à Lviv. La fondation bénéficie d'un financement à hauteur de 4 M€ de la France (AFD, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères) et d'une coopération médicale avec l'APHP pour la formation des professionnels ukrainiens. Les bâtiments ne sont pas encore sortis de terre, mais la délégation a pu découvrir les plans qui comprennent l'intégration d'un bâtiment historique classé. La fondation ambitionne d'ouvrir le centre avant septembre 2026. L'accompagnement des blessés est conçu dans une approche pluridisciplinaire (notamment chirurgie, kinésithérapie avec équipements ultramodernes, centre de santé mentale) pour accueillir et suivre les blessés aussi bien civils que militaires vers le retour à une vie normale. Le centre est également

envisagé comme un centre de recherches, la collecte des données médicales y sera organisée en vue du suivi des patients sur le long terme mais aussi dans une perspective scientifique.



Visite du chantier du centre Superhumans

Deux vétérans ont accepté de se joindre à la visite et de témoigner. L'un d'eux, mécanicien chauffeur d'autocars, a été mobilisé au début de la guerre. À la suite de ses blessures, il a passé six mois à l'hôpital public avant d'être soigné dans le premier centre Superhumans de Lviv. Il bénéficie d'une prothèse sophistiquée et accompagne désormais les blessés dans leur parcours de réinsertion. Les deux vétérans ont été accompagnés psychologiquement.

► La délégation est ensuite partie à la rencontre de la communauté juive. Elle a été accueillie par le grand rabbin Wolf et le consul honoraire de France M. Eduard Gorodetsky.

Arrivé à Odessa en 1992 alors que les 83 synagogues que comptaient la ville étaient fermées, le grand rabbin a beaucoup œuvré pour le renouvellement de la communauté juive. Actuellement, deux synagogues, un orphelinat accueillant des enfants venus de toute l'Ukraine, trois écoles et une université sont en activité. Selon le grand rabbin, la

ville abrite aujourd'hui la plus grande communauté juive d'ex-URSS.

Après la visite de la synagogue, la délégation a rencontré les enfants de l'orphelinat. La visite s'est terminée dans une ambiance festive, au milieu des préparatifs du nouvel an juif.



► En fin de matinée, la délégation s'est rendue au centre de volontaires créé avant la guerre par le député Oleksiy Gontcharenko. Avant 2022, le centre fonctionnait comme un centre d'œuvres sociales, proposant essentiellement des cours de langues et des activités manuelles. Depuis la guerre, les mêmes activités restent proposées mais le centre mobilise également les civils dans des actions d'appui aux militaires. Les députés ont ainsi pu observer un atelier de confection de camouflage anti-drones. Aux dires de l'équipe, l'équivalent de plus de 109 000 terrains de football ont pu être produits depuis le début de la guerre. Le centre fonctionne uniquement sur fonds privés. Le député Gontcharenko qui a pu nouer des partenariats avec les universités allemandes et britanniques, recherche aujourd'hui des partenariats avec des universités françaises.



► L'après-midi a été consacré à la découverte des actions de préservation et numérisation des archives audiovisuelles de la radio-télévision nationale (Suspilne). Le projet sera financé par Expertise France et le Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France. Il aura pour objectif de rénover, archiver et conserver des archives vidéo et audio ukrainiennes notamment dans le cadre du programme « Mediatéka ». Ce programme vise à permettre l'accès à l'ensemble de la production télévisuelle ukrainienne depuis 1950. Le projet sera mis en œuvre en partenariat avec l'École des Chartes, l'Institut national de l'audiovisuel et l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense. Il sera officiellement lancé à l'automne.

Au cours des échanges, Mme Olena Kvasha, productrice à Suspilne et M. Andriy Taranov, membre du conseil d'administration de Suspilne Ukraine, ont présenté le travail de coordination entre les équipes de télévision et celles en charge des archives.

La délégation a pu observer le transfert de bandes magnétiques vers un support numérique et visiter les lieux de stockage des supports qui n'ont pas encore été numérisés. Un centre de numérisation important se trouve à Lviv où sont

traitées les archives audiovisuelles. 5 000 pièces devraient être numérisées d'ici deux ans.

► Le programme s'est terminé avec la visite de l'atelier du sculpteur Mykhail Reva dont les œuvres sont exposées dans des espaces publics d'Odessa. Il sculpte notamment à partir de restes de drones et de missiles russes tombés sur le territoire ukrainien.

La délégation a ensuite quitté Odessa par la route, et, passant la frontière ukraïno-moldave à Palanca, a rejoint Chisinau d'où elle a décollé pour Paris le 15 septembre 2025.

* * *



*Portraits de soldats morts au combat.
Parc Taras Shevchenko à Odessa*